



COMITE DIRECTEUR DU S I T G

Procès-verbal de la séance du 27 février 2003

Présents :

M. Th. Gauthier (ACG) président
M. M. Junet (SIG)
Mme R.-M. Meichtry (Etat de Genève)
M. L. Niggeler (Etat de Genève)
M. D. Rohrbach (FTI)
M. R. Wüthrich (Aéroport)

M. Ph. Brun, président de la commission des fournisseurs et usagers (CFU)
M. F. Mumenthaler, chef du Service des systèmes d'information et de géomatique (SSIG)
M. Ph. Liechti, président de la commission technique

Excusés :

M. G. Choffat (VG)
M. .E. Grasset (TPG)
M. J.-M. Leclerc (Observatoire technologique)

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 décembre 2002

Le procès-verbal est accepté.

2. Journées des 5 et 6 mars 2003

Etant donné le grand nombre d'inscriptions pour les exposés, une salle supplémentaire a été affectée permettant une replanification des présentations du 5 mars et ainsi répondre favorablement aux réclamations des exposants. Le site du SITG sera remis à jour en conséquences. M. A. Dubois de l'Université a envoyé un message très détaillé concernant les aspects techniques. Le plan des stands figure sur le site internet.

Lors de l'impression des programmes, quelques informations concernant les sociétés ESRI et AXIT ont été tronquées. Des excuses de la part du comité SITG seront faites par M. F. Mumenthaler.

3. Point de situation sur les projets :

3.1 Adresses

Toutes les membres étaient présents lors de la première réunion. Une présentation du modèle de données actuel des adresses - qui était mal connu de certains participants - a eu lieu.

Trois points forts ont été relevés :

- L'importance de travailler avec l'invariant adresse, généré dynamiquement par le système au moment de la création de l'adresse., et non avec le code voie et/ou numéro municipal. L'invariant n'est jamais modifié, à moins de la démolition complète du bâtiment auquel il est rattaché.

- L'historique devra être à disposition dans les objets de gestion. Actuellement, l'historique des adresses, géré par la DCMO, n'est pas exploité par les partenaires.
- La typologie d'adresse devra être plus fine. Un accord doit être trouvé pour étendre le modèle de données.

Pour la mise à jour des numéros postaux, gérée par la poste, la société Téléalas va constituer des périmètres postaux. Une convention est actuellement finalisée entre la direction de cette société et le SITG, par l'intermédiaire de M. F. Mumenthaler, pour un échange réciproque d'informations, sans paiement en contrepartie. Le SITG fournirait les adresses et Téléalas la mise à jour des secteurs postaux deux fois par année.

3.2 Logements

La première séance a eu lieu en février. Un état des lieux global a été fait avec le constat qu'il n'existe aucun identifiant logement commun à tous les participants (CTI, OCTAT, Office du logement, régisseurs, OCP, DAEL, SIG, sécurité civile ...).

Il est de la responsabilité de l'OCSTAT de répondre à la base légale

Les points suivants devront être discutés lors des prochaines séances :

Qu'est-ce qu'un logement, normes/spécification d'un logement, qui sera responsable du fichier futur, périodicité de la mise à jour.

Trois cantons ont la même démarche en cours, soit Zurich, Berne et Bâle-ville.

3.3 Archives

F. Mumenthaler présente l'étude sur l'archivage des données informatiques, réalisée par le service cantonal des archives (Mme Santschi, M. Rosset). Il n'y a pas de moyen électronique pour archiver durablement les données informatiques. Les seuls moyens sûrs sont le papier chiffon ou le microfilm.

Les données informatiques doivent être imprimées pour archivage. Il faut définir les besoins selon les obligations légales et l'intérêt historique. Les copies électroniques des données, peuvent être utilisées pour la consultation régulière, l'original papier pouvant ainsi être préservé.

Le service cantonal des archives peut, sur demande, faire des suggestions concernant la pertinence de l'archivage dans les différents secteurs.

Une demande de crédit doit être faite auprès du CTI pour la création d'un index. Agenda : 1^{er} semestre 2003.

M. F. Mumenthaler joint au procès-verbal le rapport concernant les archives.

4. Choix des communes pour les outils SIT communaux

M. Th. Gauthier présente le récent choix des communes pour les outils ESRI / Topoweb 4. En avril, avant le déploiement, deux communes pilote travailleront avec Arc SITG et Arc View afin de cerner tous les besoins des services communaux.

L'exportation de la base de données se fera sous la forme d'une geodatabase installée sur le serveur bureautique des communes, avec une communication sur fibres optiques entre le service de géomatique et le SIAG. Un lien direct sur SDE n'est pas encore possible car les liaisons ne sont pas encore assez rapides.

Les communes disposeront de trois niveaux d'information : Topoweb4, Arc SITG et Arc View.

Investissement pour toute l'opération : FS 70'000.--

5. Présentation du concept E-Geo de la Confédération

Les geodonnées sont de plus en plus utilisées dans les différents secteurs publics et privés.

M. F. Mumenthaler présente le concept E-Geo. (www.e-geo.ch). Le canton de Genève est en avance par rapport à ce concept , la démarche ayant été faite il y a déjà quelques années.

M. F. Mumenthaler présente la charte, qui pourrait être signée par le directeur du SITG. Une décision sera prise lors de la prochaine séance. La charte est consultable sur le site cité ci-dessus.

6. Information du Président de la CFU

Sous secteurs GIREC : la division des sous-secteurs a été remise en cause par les utilisateurs et partenaires. Aucun accord n'ayant pu être trouvé, l'OCSTAT reprend les consultations auprès des partenaires concernées.

7.--Information du Président de la Commission technique

La liste des personnes intéressées à recevoir de l'information sur les nouveautés du SITG a augmenté. Les utilisateurs semblent satisfaits de la fréquence de l'information.

8.--Divers

M. L. Niggeler a reçu une demande de M. E. Gennai, Société ESRI, pour un article dans les "News" d'ESRI Suisse concernant la DCMO. Chaque institution maîtresse étant libre de répondre à ce genre de requête , M. L. Niggeler décidera s'il veut accéder à cette demande.

Réseau schématique gaz-électricité/ autorisation formelle : action à prendre de M. M. Junet.

Prochaine séance du comité directeur :

15 mai 2003, 14h à l'ACG, boulevard des Promenades 22, à Carouge

Genève, le 13 mars 2003 - FMU/cr